



PREFET DE LA LOIRE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS DE LA LOIRE**  
*Service Environnement et Prévention des Risques*  
*Immeuble "Le Continental" 10 rue Claudius Buard*  
*42014 Saint-Etienne Cedex 2*

**ARRETE N° 29 /DDPP/2019**  
**portant renouvellement de la commission de suivi de site**  
**de l'installation de stockage de déchets de BORDE MATIN à ROCHE LA MOLIERE**

Le préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 125-1, L. 125-2-1, R. 125-5 et R. 125-8-1 à R. 125-8-5 ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site (CSS) ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2018 réglementant l'installation de stockage de déchets non dangereux de BORDE MATIN à ROCHE LA MOLIERE ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juin 2014 modifié portant création de la commission de suivi de site (CSS) de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée sur le territoire de la commune de ROCHE LA MOLIERE, Borde Matin ;

**CONSIDÉRANT** que le mandat des membres de la commission arrive à échéance et qu'il convient de procéder au renouvellement de cette instance ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**ARRETE**

**Article 1er – Renouvellement de la commission de suivi de site**

La commission de suivi de site de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée à ROCHE LA MOLIERE, Borde Matin est renouvelée.

**Article 2 – Composition**

La commission de suivi de site est composée des membres suivants ou de leurs représentants, répartis en 5 collèges :

### **Collège "administrations de l'Etat"**

- le préfet du département ou son représentant
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes (DREAL) ou son représentant
- la directrice départementale de la protection des populations (DDPP) ou son représentant
- le directeur départemental des territoires
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Loire (SDIS) ou son représentant
- le directeur de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes (ARS) ou son représentant

### **Collège "élus des collectivités territoriales"**

- le maire de la commune de ROCHE LA MOLIERE ou son représentant
- le maire de la commune du CHAMBON-FEUGEROLLES ou son représentant
- le maire de la commune de FIRMINY ou son représentant
- le maire de la commune d'UNIEUX ou son représentant
- le président de la métropole de Saint Etienne Métropole ou son représentant

### **Collège "exploitant"**

- le Directeur général de la société SUEZ RV BORDE MATIN ou son représentant
- le responsable du service hygiène sécurité environnement de la société SUEZ RV BORDE MATIN ou son représentant
- le directeur de l'établissement de SUEZ RV BORDE MATIN ou son représentant

### **Collège "riverains"**

- le président de France Nature Environnement Loire ou son représentant
- le directeur de la délégation Loire de la Ligue pour la protection des oiseaux ou son représentant
- le président de l'association Stop aux déchets à Roche la Molière
- la présidente de l'association socio-culturelle pour la défense du quartier Beaulieu Pontin et de son environnement ou son représentant

### **Collège "salariés"**

- le secrétaire du CHSCT de l'entreprise SUEZ RV BORDE MATIN ou son représentant
- le secrétaire du comité d'entreprise ou son représentant

Les membres de la commission de suivi de site sont nommés pour une durée de cinq ans.

### **Article 3 – Présidence de la commission**

La commission de suivi de site est présidée par le Préfet de la Loire ou son représentant.

### **Article 4 – Mission**

La commission de suivi de site a pour mission de :

- créer un cadre d'échange et d'information entre les différents représentants des collèges énoncés à l'article 2, sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants d'installations classées de stockage de déchets situées dans son périmètre d'intervention, en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 susvisé.

Pour mener à bien sa mission, la commission est tenue régulièrement informée des modifications que l'exploitant envisage d'apporter à ses installations, des décisions individuelles dont ces installations font l'objet mais également des incidents ou accidents survenus à l'occasion de leur fonctionnement.

### **Article 5 – Fonctionnement**

Le fonctionnement de la commission est défini dans le règlement intérieur adopté lors de la réunion d'installation de la commission de suivi de site, conformément aux dispositions des articles R. 125-8-3 à R. 125-8-5 du code de l'environnement ; ce règlement respecte en particulier les clauses suivantes :

- Les règles de fonctionnement de la commission sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges mentionnés à l'article 2 y bénéficie du même poids dans la prise de décision.
- La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges lors de la tenue de la première réunion de la nouvelle commission de suivi de site.
- La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.
- L'ordre du jour est fixé par le bureau.
- Le bureau pourra décider que certaines réunions soient ouvertes au public.
- Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

### **Article 6 – Secrétariat de la commission**

Le secrétariat de la commission est assuré par la DREAL Rhône-Alpes, Unité interdépartementale Loire Haute-Loire en relation avec la Direction départementale de la protection des populations.

Le secrétariat de la commission pourra se faire assister par un prestataire dont le choix sera soumis à l'avis de la DREAL Rhône-Alpes attributaire des crédits de fonctionnement de la commission, pour l'aider à assurer sa mission.

#### **Article 7 – Information de la commission par l'industriel et les collectivités**

L'exploitant présente à la commission, au moins une fois par an, après l'avoir mis à jour, le dossier défini à l'article R. 125-2 du code de l'environnement concernant les installations de traitement de déchets soumises à autorisation.

Les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale, membres de la commission, informent la commission des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour de l'installation.

#### **Article 8 – Information du public sur les travaux de la commission**

L'information sur les travaux de la commission (compte-rendu, présentations) est mise à la disposition du public sur le site Internet des services de l'Etat, à l'adresse suivante : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr), rubrique ICPE/commissions de suivi de site.

#### **Article 9 – Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

#### **Article 10 – Exécution**

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Loire, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de la commune de ROCHE LA MOLIERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Fait à Saint-Etienne, le 23 JAN. 2019

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Gérard LACROIX

Copie adressée à:

- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes, UID 42/43
- Agence régionale de la santé, délégation territoriale de la Loire
- Direction départementale des territoires
- SDIS 42
- commune de ROCHE LA MOLIERE
- commune du CHAMBON-FEUGEROLLES
- commune de FIRMINY
- commune d'UNIEUX
- métropole de St Etienne Métropole
- France Nature Environnement Loire
- Délégation Loire de la Ligue pour la protection des oiseaux
- Association Stop aux déchets à Roche la Molière
- association socio-culturelle pour la défense du quartier Beaulieu Pontin et de son environnement
- Société SUEZ RV BORDE MATIN
- Archives
- Chrono

